



Conseil économique et social

Distr. générale
27 novembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par la Compagnie des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Selon l'Organisation des Nations Unies, l'autonomisation se définit comme suit : l'estime de soi, le droit de disposer de sa vie, l'accès aux possibilités d'emploi et aux ressources et la capacité d'agir sur le changement social. Qu'elle soit perçue sous l'angle structurel ou individuel, l'autonomisation des gens est indispensable pour réaliser des objectifs de développement centrés sur l'être humain.

Les personnes qui vivent dans la pauvreté, en particulier les femmes et les filles, ne sont pas autonomes, si l'on s'en tient à cette définition. Selon le Global Poverty Project, en effet, les femmes et les filles supportent plus que leur part du fardeau de l'extrême pauvreté. Elles représentent 70 % du milliard de personnes qui souffrent de la faim et de la malnutrition chronique. À l'échelle mondiale, elles font les deux tiers du travail et produisent plus de la moitié de la nourriture, mais elles ne gagnent que 10 % des revenus et possèdent moins de 1 % des biens. Seuls 19 % des sièges parlementaires sont détenus par des femmes.

Les filles (moins de 18 ans) en particulier, qui constituent un septième de la population mondiale selon le Bureau du recensement des États-Unis d'Amérique, souffrent de handicaps multiples en raison de la discrimination, de la violence et de l'exclusion dont elles sont victimes et leur capacité à contrôler ou à changer le cours de leur vie en est amoindrie. Pourtant, il est de plus en plus avéré que si le potentiel de ce segment de la population mondiale était libéré, ce serait un puissant moyen d'éliminer la pauvreté et de parvenir à l'intégration sociale.

Inégalité des sexes

Les disparités entre les sexes augmentent au cours du cycle de vie et se renforcent à la puberté. Lorsqu'elles atteignent l'adolescence, de nombreuses filles ont absorbé les attitudes et les comportements qui les empêchent de remettre en cause les stéréotypes et les normes culturelles en vigueur. Par exemple, elles peuvent trouver normal que les sexes soient inégaux et qu'elles soient inférieures, et qu'elles doivent travailler dur et gratuitement, quitter tôt l'école et négliger leurs propres besoins d'ordre social et en matière d'éducation et de santé. Ignorant leurs droits fondamentaux, les filles sont souvent victimes de pratiques néfastes, comme les mariages d'enfants et les mutilations génitales féminines. Ces pratiques empêchent l'autonomisation des femmes et des filles.

Identité

L'enregistrement des naissances est une première étape essentielle à l'autonomisation, car il donne une identité légale et une nationalité. Or, selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, chaque année, près de 50 millions de nouveau-nés ne sont pas enregistrés. L'autonomisation des enfants est renforcée s'ils ont une carte d'identité officielle. Ces papiers leur permettent d'accéder plus facilement à l'éducation, aux soins de santé et à un travail rémunéré, d'hériter, de devenir propriétaires et de bénéficier de crédits. Ils peuvent aussi prévenir les mariages d'enfants, la violence, la négligence, la traite, l'esclavage et le travail des enfants.

Éducation

Une des meilleures façons de rendre une jeune femme autonome, c'est de lui permettre de finir ses études : il a été démontré que plus longtemps une fille a pu rester à l'école, plus elle a de chances de briser le cercle de la pauvreté. Dans un rapport, le Conseil de Chicago sur les affaires mondiales a établi que chaque année d'école primaire correspond à 20 % de revenu en plus (jusqu'à 25 % pour l'école secondaire). De plus, on estime que lorsque l'assiduité des filles à l'école secondaire augmente de 1 %, le revenu par habitant augmente de 0,3 % au niveau national.

Les jeunes femmes deviennent autonomes lorsqu'elles peuvent avoir facilement accès à une éducation formelle ou informelle. Il est donc indispensable qu'elles puissent accéder à des outils technologiques tels que des ordinateurs, des téléphones portables et Internet, ce que beaucoup d'organismes de développement ont compris. En permettant aux jeunes femmes de poursuivre leur éducation, on peut prévenir les mariages et les grossesses précoces. Il s'agit donc d'un outil important pour promouvoir l'autonomisation.

Acquérir les bases de la gestion et des finances favorise l'autonomisation des filles en leur donnant de l'indépendance et en élargissant l'éventail de leurs possibilités. Chaque petite étape vers une économie financière sans exclusive (comme l'accès aux comptes bancaires et au crédit) permet de réduire encore l'inégalité des sexes.

Emploi

Le travail, sous toutes ses formes, est l'un des meilleurs moyens de sortir de la pauvreté. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en moyenne, les femmes et les filles accomplissent 43 % de tout le travail agricole et à peu près tout le travail ménager dans le monde en développement. Chaque jour, elles accomplissent des tâches invisibles, non valorisées, non comptabilisées et non rémunérées malgré leur importance pour la vie de la communauté. Pour favoriser leur autonomie, il faut donc reconnaître que leur travail est important, que ce soit à la maison ou aux champs, et constitue une forme légitime d'activité économique.

Outre le travail non rémunéré, de nombreuses jeunes femmes ont aussi un emploi, souvent dans le secteur informel. Leur collectivité en bénéficie considérablement car les femmes qui vivent dans la pauvreté investissent environ 90 % de leurs gains dans leur famille, comme l'a établi le Conseil de Chicago. Une main-d'œuvre plus large et plus productive, allant de pair avec le relèvement du niveau d'éducation des femmes et de leur présence en emploi rémunéré, constitue un puissant levier pour atteindre les objectifs d'élimination de la pauvreté et d'intégration sociale.

Agents du changement

Les jeunes femmes peuvent agir en faveur du changement social lorsque les gouvernements et les communautés locales luttent contre les pratiques qui fondent la discrimination et la violence dont elles sont victimes. Une façon simple de lancer ce processus consiste à créer des espaces sûrs et sans exclusive où les jeunes gens peuvent se retrouver pour échanger des idées. Les jeunes des deux sexes en tirent profit : des relations s'y nouent et la capacité à participer à la vie sociale et les

qualités de dirigeant s'y acquièrent et s'y mettent à l'épreuve. Lorsqu'ils ont l'occasion de se rencontrer, de parler, d'apprendre, de jouer et de participer à la prise des décisions qui pèsent directement sur leur vie, les jeunes gens sont à même de devenir des citoyens actifs au sein de leur communauté et, à terme, de faire évoluer leur attitude et leur comportement.

Lorsque les filles ont des endroits sûrs où se retrouver, accèdent à l'enseignement secondaire, bénéficient de soins de santé et d'une protection juridique et ont des possibilités de participer à la prise des décisions, elles s'épanouissent. Il ressort de nombreux travaux de recherches substantielles démontrent qu'on ne peut pas séparer l'égalité des sexes des autres objectifs de développement. L'autonomisation des femmes profite à la collectivité tout entière.

Les structures de l'autonomisation

Des institutions politiques, économiques et juridiques stables et sans exclusive sont indispensables à l'élimination de la pauvreté. Ce facteur n'a parfois pas toute l'attention qu'il mérite lorsqu'on parle d'autonomisation. Sans l'environnement favorable que procure la gouvernance, aucune forme d'autonomisation ne peut avoir lieu.

Par exemple, le développement ne peut se réaliser en présence d'un conflit armé ni en l'absence d'infrastructures fournissant les services de base, comme les routes, l'assainissement, l'eau, la sécurité d'accès à l'éducation et aux services de santé, un emploi décent et la participation politique. Les lois qui interdisent la discrimination contre les femmes et les filles en matière d'identité légale, de mariage, de droit foncier, de rémunération égale, de sûreté personnelle et d'intégrité physique sont la fondation de toute autonomisation réelle.

Les recherches ont montré que lorsqu'un pays crée un environnement favorable, son bien-être matériel et social tend à s'améliorer. A l'inverse, si l'inégalité économique, sociale et politique en constitue la toile de fond, le développement, l'élimination de la pauvreté et l'intégration sociale ont moins de chances d'aboutir.

Conclusion

On a pu dire que le bien-être des femmes apporte la santé et la prospérité aux sociétés. Investir en faveur des jeunes femmes, assurer le respect de leurs droits fondamentaux, créer des perspectives d'études et d'emploi viables et renforcer les infrastructures publiques : tout cela paie pour ce qui est d'éliminer la pauvreté, de réaliser l'intégration sociale et d'assurer un emploi décent. En libérant le potentiel des millions de jeunes femmes qui vivent aujourd'hui dans la pauvreté, aussi bien les individus que les communautés et les nations auront une vie meilleure.

Recommandations

Nous appelons donc instamment les États Membres à :

- a) Garantir et protéger les droits des filles et des jeunes femmes;
- b) Enregistrer toutes les naissances et fournir aux nouveau-nés des certificats de naissance;
- c) Faire de l'éducation secondaire complète pour les filles une priorité;

- d) Créer des espaces communautaires sans exclusive où les jeunes femmes puissent parler librement;
 - e) Reconnaître le fait que le travail domestique et agricole est une forme légitime d'activité économique;
 - f) Abroger les lois qui fondent la discrimination contre les femmes et les filles.
-

Note : La présente déclaration a été approuvée par les organisations non gouvernementales ci-après, dotées du statut consultatif auprès du Conseil : Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary, Maryknoll Sisters of St. Dominic, Pan Pacific and South-East Asia Women's Association, Sisters of Charity Federation, Society of Catholic Medical Missionaries, The Grail, UNANIMA International, Sisters of Mercy of the Americas, Union mondiale ORT et Zonta International.